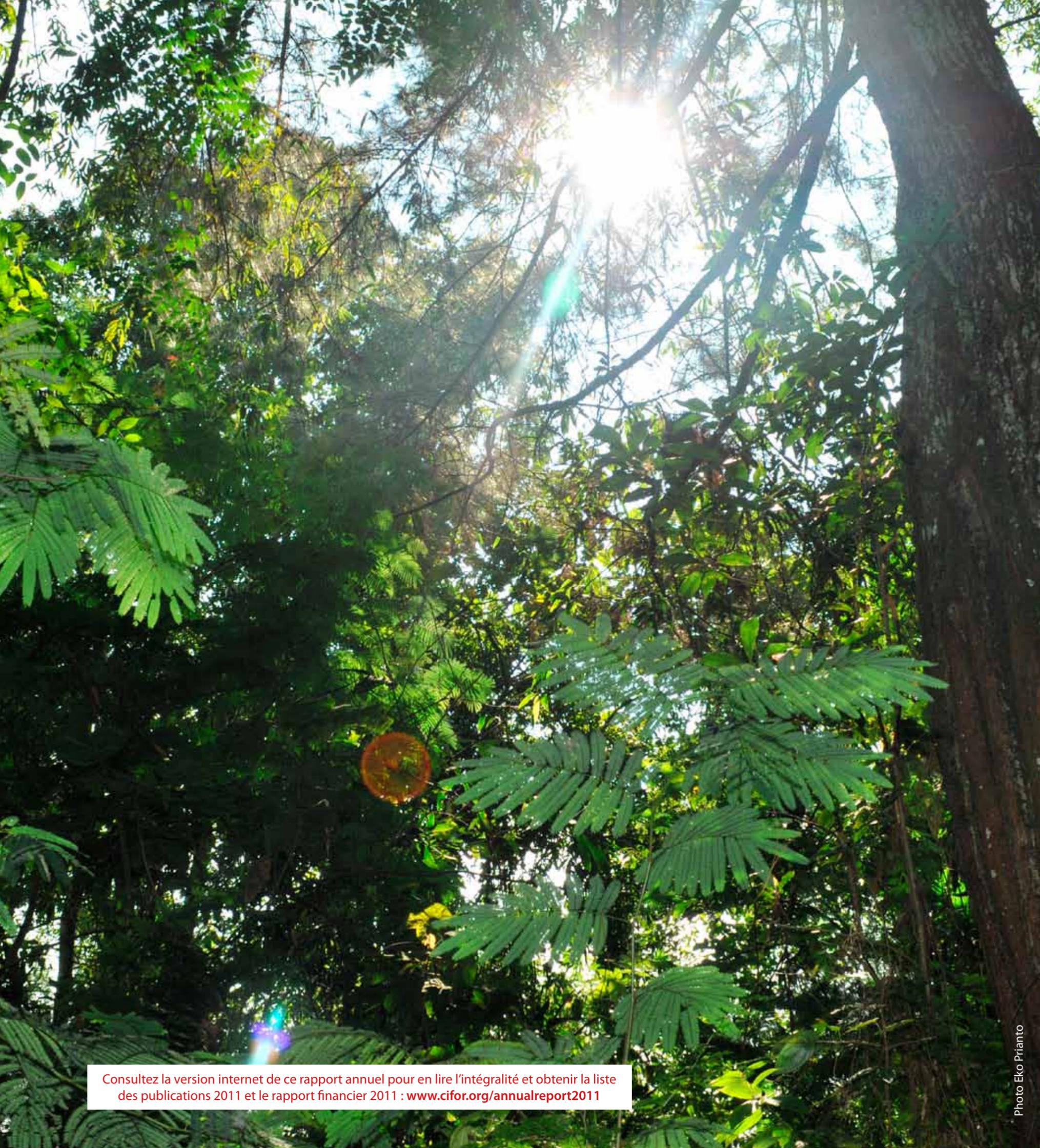




L'année des forêts

Rapport annuel 2011



Une grande Année Internationale des Forêts

Proclamée Année Internationale des Forêts par les Nations Unies, 2011 a mis en lumière les actions nécessaires à la promotion d'une gestion plus durable des forêts. Le CIFOR a eu de multiples raisons de se réjouir à cet égard, comme le souligne ce rapport annuel.

L'année 2011 a été marquée par un grand nombre de nouvelles politiques et de promesses de soutien financier par des États et des donateurs pour endiguer la déforestation et la dégradation forestière. Alors que le CIFOR s'attelle à la mise en œuvre du programme de recherche du CGIAR intitulé « Les forêts, les arbres et l'agroforesterie », nous sommes convaincus d'être bien placés pour relever les grands défis liés à la recherche forestière auxquels nous sommes constamment confrontés.

Le CIFOR emploie aujourd'hui environ 200 employés, auxquels viennent s'ajouter de nombreux associés, partenaires et consultants travaillant dans la recherche forestière dans une vingtaine de pays. Nous menons un nombre croissant de grands projets internationaux de recherche comparative, à des stades d'avancement divers, qui génèrent de nouvelles connaissances et de nouveaux résultats en cohérence avec notre mission. Nous avons notablement accru la présence du CIFOR sur la scène internationale en investissant davantage dans la communication.

En novembre, j'ai annoncé mon intention de quitter le CIFOR, après l'avoir dirigé depuis 2006. Je pense que c'est le bon moment pour passer le flambeau car le Centre est solide sur bien des plans. Grâce au dévouement de notre personnel et du conseil d'administration, ainsi qu'à l'étendue de nos partenariats, nous avons remarquablement progressé vers notre objectif de devenir le centre de ressources de référence pour l'information et l'analyse liées aux principaux enjeux forestiers.

Ce fut un grand plaisir pour moi d'être à la tête du CIFOR ces six dernières années et je suis convaincue que le prochain directeur général du CIFOR saura lui donner un nouvel essor et ouvrir d'autres perspectives afin de poursuivre sa mission d'avenir.

Frances Seymour
Directrice générale

Consultez la version internet de ce rapport annuel pour en lire l'intégralité et obtenir la liste des publications 2011 et le rapport financier 2011 : www.cifor.org/annualreport2011



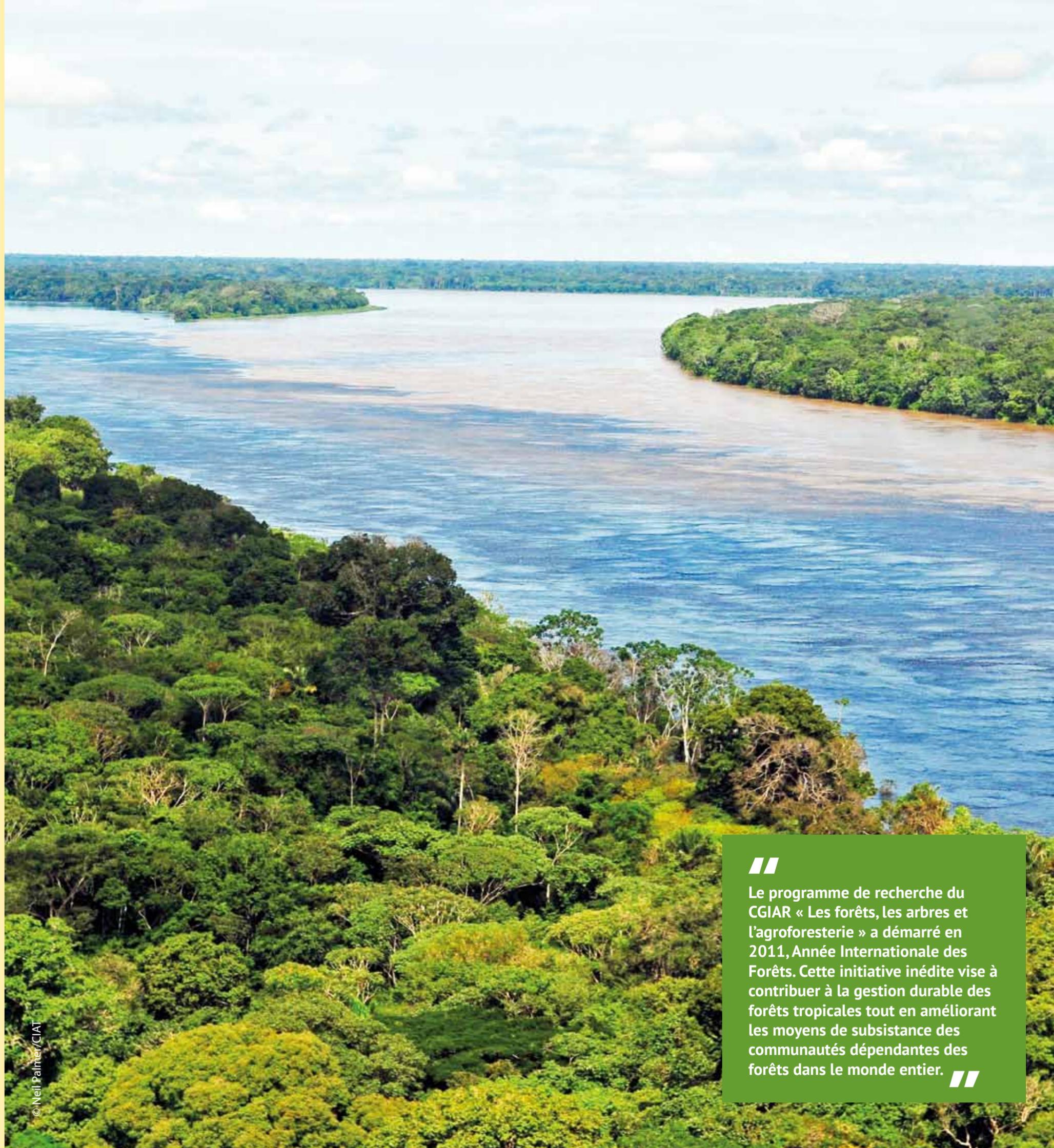
Une présence et une influence accrues

C'est à point nommé que le programme de recherche du CGIAR intitulé « Les forêts, les arbres et l'agroforesterie » a démarré en 2011, Année Internationale des Forêts. Cette initiative inédite devrait contribuer à la gestion durable des forêts tropicales tout en améliorant les moyens de subsistance des communautés dépendantes des forêts dans le monde entier. Le conseil financier du CGIAR a accordé au nouveau programme son soutien inconditionnel. En tant que chef de file dans son domaine, le CIFOR a passé une bonne partie de l'année à superviser un processus intensif de planification des opérations avec les partenaires du CGIAR : Bioversity International, le Centre international d'agriculture tropicale et le Centre international pour la recherche en agroforesterie.

Le CIFOR est en bonne place pour mener les actions du CGIAR visant à remédier aux problèmes affectant les forêts mondiales. La stratégie et la structure du Centre sont en totale adéquation avec les objectifs du programme du CGIAR. L'étendue et la variété des partenariats du CIFOR se sont beaucoup étoffées ces dernières années, en grande partie grâce à des initiatives internationales telles que le Réseau pauvreté et environnement et l'Étude comparative mondiale sur la REDD+. Nos recherches spécifiques dans ces domaines ont permis de considérablement accroître nos connaissances des grands enjeux relatifs aux forêts. Notre personnel acquiert de nouvelles compétences régulièrement, le CIFOR ayant attiré de nouvelles recrues de grande valeur, du post-doctorant au scientifique chevronné. Les donateurs continuent d'accorder leur confiance au CIFOR : le budget du Centre a pratiquement doublé ces cinq dernières années.

La grande nouvelle de la fin 2011 a été l'annonce du départ de notre directrice générale, Frances Seymour, à la mi-2012. Frances a joué un rôle fondamental dans la promotion du niveau et de la visibilité des travaux du CIFOR et de leur incidence sur les politiques forestières dans le monde. Fort de cette position de premier plan, le CIFOR continuera d'attirer, j'en suis sûr, les meilleurs spécialistes mondiaux qui se disputeront la chance de l'amener à un niveau supérieur de performance et de réussite.

Prof. M. Hosny El Lakany
Président du conseil



© Neil Palmer/CIAT



Le programme de recherche du CGIAR « Les forêts, les arbres et l'agroforesterie » a démarré en 2011, Année Internationale des Forêts. Cette initiative inédite vise à contribuer à la gestion durable des forêts tropicales tout en améliorant les moyens de subsistance des communautés dépendantes des forêts dans le monde entier.





Les travaux du CIFOR ont contribué à la réalisation, par le FSC, d'un audit de toutes les entreprises d'exploitation forestière certifiées. Résultat, un certain nombre de celles-ci ont déjà amorcé la mise en conformité de leurs plans de gestion avec les normes FSC.



Mise en conformité des exploitations forestières avec les normes de certification FSC dans le bassin du Congo

Après avoir analysé la certification des produits forestiers dans le bassin du Congo, le CIFOR a découvert que les normes nationales sont souvent moins strictes que celles du Forest Stewardship Council (FSC) et que les exploitants forestiers suivent des règles situées entre les deux.

Le FSC est un organisme indépendant multipartite qui promeut une gestion forestière responsable. La certification FSC est une accréditation qui assure aux consommateurs du monde entier que les produits forestiers sont issus d'une gestion forestière responsable sur les plan environnemental et social. Environ 5,2 millions d'hectares de forêt dans le bassin du Congo sont déjà certifiés FSC.

Ces conclusions sont le résultat d'une analyse des plans de gestion d'un certain nombre d'exploitants forestiers certifiés. Si les normes suivies par ces entreprises sont en général plus strictes que les textes de loi, elles sont cependant insuffisantes pour être en adéquation totale avec les exigences du FSC pour une gestion forestière responsable.

« Les entreprises ont tendance à utiliser le plan de gestion comme un moyen pour obtenir l'accord du gouvernement et non comme un modèle de gestion forestière responsable, tel qu'exigé par le FSC, affirme Paolo Cerutti, responsable de l'étude du CIFOR. Elles peuvent ainsi respecter leurs obligations légales en évitant d'adhérer totalement à la logique de gestion responsable du FSC. »

Les conclusions du CIFOR ont appuyé les appels lancés par des ONG en faveur d'un moratoire sur la certification FSC de l'exploitation forestière industrielle dans le bassin du Congo. Le FSC a répondu en effectuant un audit de toutes les entreprises certifiées. Résultat, un certain nombre de celles-ci ont déjà amorcé la mise en conformité de leurs plans de gestion avec les normes FSC. Par ailleurs, le CIFOR cherche à garantir que tous les organismes de certification travaillant pour le FSC se fondent sur les mêmes normes lorsqu'ils évaluent les entreprises forestières.

Renforcement des connaissances sur l'adaptation au changement climatique dans le bassin du Congo

La plupart des communautés rurales du bassin du Congo dépendent essentiellement des forêts pour s'alimenter, boire, se chauffer et se soigner. Les scientifiques ont prévenu cependant que l'Afrique subsaharienne risque de figurer peut-être parmi les régions les plus fortement touchées par le changement climatique, ce qui menace cette source de subsistance.

Dans le cadre d'un récent projet, le CIFOR a étudié la relation entre les ressources forestières et la sécurité alimentaire, l'eau, l'énergie et la santé au Cameroun, en République centrafricaine et en République démocratique du Congo. L'objectif était de contribuer aux stratégies nationales d'adaptation qui assurent l'utilisation durable et continue des ressources forestières.

Financé par le Ministère britannique du développement international et le Centre de recherches pour le développement international (Canada), ce projet a permis de former 40 étudiants de master dans le domaine de la recherche sur l'adaptation et le changement climatique et de les associer à l'étude de la vulnérabilité de la population aux conséquences du réchauffement climatique sur l'utilisation des forêts.

Si les médias du bassin du Congo évoquent de temps à autre l'atténuation du changement climatique, ils parlent moins de l'adaptation. Pour cette raison, le projet a invité des journalistes à des séminaires destinés à des scientifiques et des décideurs, et des sorties sur le terrain ont été organisées dans les trois pays concernés. Pendant trois mois, les scientifiques ont parrainé les journalistes, et durant cette même période, ils ont été encouragés à transmettre leur nouveau savoir en matière d'adaptation aux étudiants des métiers des médias.

Une série de réunions publiques a eu lieu pour présenter les conclusions du projet aux acteurs et pour échanger sur les idées (fondées ou erronées) qu'ils se font du changement climatique. Enfin, six sites d'adaptation pilote (deux par pays) ont réuni agriculteurs et chercheurs pour étudier la vulnérabilité actuelle des communautés à l'évolution climatique et pour envisager ensemble les meilleures stratégies d'adaptation en fonction de leurs besoins.



© Andrew McConnell/Getty Images



Ces 40 étudiants de master qui ont reçu une formation en recherche sur l'adaptation et le changement climatique sont l'avenir du bassin du Congo. Ce sont les décideurs de demain et ils seront capables de comprendre et de mettre en œuvre les meilleures stratégies d'adaptation pour la région. //

Denis Sonwa
Scientifique au CIFOR



Nouvelle initiative de recherche sur 10 ans pour la protection des forêts et la réduction des risques pour les communautés forestières

Sur l'ensemble des régions tropicales, d'immenses étendues de bois et de forêts sont en train de disparaître. Abattre des forêts pour cultiver la terre ou construire des villes peut améliorer les conditions de vie locales, mais cette destruction accroît souvent la pauvreté et dégrade de façon irréparable de précieux écosystèmes.

Avec pour toile de fond la menace que constitue l'érosion de la superficie forestière pour l'équilibre climatique et le bien-être d'un milliard de personnes pauvres, le CGIAR a lancé un programme mondial de recherche sur 10 ans intitulé « Les forêts, les arbres et l'agroforesterie ».

Le CGIAR a choisi le CIFOR pour diriger ce programme en partenariat avec trois autres de ses centres, le Centre international pour la recherche en agroforesterie (ICRAF), le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT) et Bioversity International, ainsi qu'avec de nombreux autres partenaires nationaux et internationaux.

Ce programme vise à réactiver les efforts de réduction de la déforestation et de la dégradation forestière et d'extension de l'arboriculture dans les exploitations agricoles afin d'augmenter de façon durable le revenu rural. Le programme a notamment pour mission de conserver la biodiversité forestière et l'importance vitale des forêts en tant que « puits de carbone » naturels pouvant piéger le carbone de l'atmosphère et freiner le changement climatique.

On estime qu'une meilleure gestion des forêts et des arbres peut diminuer les risques pour les petits exploitants et améliorer le bien-être des populations dépendantes de la forêt, en particulier les femmes et autres groupes souvent défavorisés.

« Nous avons de toute urgence besoin d'un effort soutenu et continu centré sur la gestion et la gouvernance forestières, compte tenu du rôle crucial des forêts dans la lutte contre les grands problèmes de notre époque : changement climatique, pauvreté et sécurité alimentaire », a affirmé Frances Seymour, directrice générale du CIFOR.

Ce programme cible les forêts et les étendues boisées tropicales, qui représentent environ 46 % du couvert forestier mondial. Dans 10 ans, il devrait avoir contribué à réduire la déforestation et la dégradation forestière de 0,5 à 1,7 million d'hectares par an, et à accroître la production et les pratiques de gestion durables des forêts tropicales, ce qui induirait une diminution annuelle de 0,16 à 0,68 gigatonnes d'émissions de dioxyde de carbone.



Nous avons de toute urgence besoin d'un effort soutenu et continu centré sur la gestion et la gouvernance forestières, compte tenu du rôle crucial des forêts dans la lutte contre les grands problèmes de notre époque : changement climatique, pauvreté et sécurité alimentaire.



Frances Seymour
Directrice générale du CIFOR

Bioénergies, durabilité et compromis

Le biodiesel a été salué comme une alternative verte aux combustibles fossiles, mais une étude du CIFOR montre qu'il faudra des décennies, voire des siècles, pour que disparaissent les émissions de carbone liées à la conversion de terres en vue de produire des biocarburants, ce qui soulève de graves questions sur le plan de la durabilité.

Selon Louis Verchot, scientifique en chef au CIFOR, « la manière de produire les biocarburants et les terres que l'on utilise à cet effet ont une influence directe sur les bénéfices climatiques ».

« Les biocarburants issus de la conversion d'écosystèmes naturels ne seront jamais efficaces en termes d'émissions. Cette étude préconise un aménagement du territoire approprié et une sensibilisation au fait que tout ce qui est entrepris au nom de l'atmosphère pourrait avoir des conséquences imprévues, à moins de prendre en compte l'ensemble du système de production. »

Ce sont les conclusions d'une étude financée par la Commission européenne, qui s'intéresse non seulement aux répercussions des bioénergies sur le changement climatique, mais aussi aux effets sociaux et environnementaux du développement des bioénergies. Les scientifiques et les partenaires du CIFOR analysent l'efficacité des politiques et des réglementations, en portant une attention particulière sur les mesures régissant l'accès aux terres converties pour produire des biocarburants, et sur les conséquences néfastes pour les forêts naturelles et les populations locales qui vivent de ces terres. Le projet a porté sur le Brésil, le Ghana, l'Indonésie, la Malaisie, le Mexique et la Zambie.

Tout au long de 2011, le projet a mobilisé un large éventail d'acteurs dans un processus de sensibilisation et de diffusion des résultats de recherche. Les constats sur la « dette carbone » des biocarburants ont attiré l'attention des médias du monde entier. Des réunions avec des parlementaires européens, des représentants de la société civile et des ministères ont mis en évidence l'intérêt de la recherche et l'application potentielle des enseignements politiques pour des pays situés hors de la zone du projet. En août, la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) s'est réunie pour débattre des conséquences du développement des bioénergies sur le changement d'utilisation des terres, les moyens de subsistance ruraux et les économies nationales dans le Sud de l'Afrique. En septembre, des acteurs d'Asie du Sud-Est, d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine se sont réunis pour faire part de leur expérience du développement des cultures destinées aux biocarburants.

« Le développement des bioénergies affecte le régime foncier, la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et l'environnement, a poursuivi Louis Verchot. En améliorant notre savoir sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, et en le diffusant via des réseaux d'acteurs, nous aurons plus de chances d'élaborer des politiques bioénergétiques efficaces pour les pays producteurs comme pour les pays consommateurs. »



© Jason Isley/Getty Images

“
Le développement des bioénergies affecte le régime foncier, la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et l'environnement. En améliorant notre savoir [...] nous aurons plus de chances d'élaborer des politiques bioénergétiques efficaces pour les pays producteurs comme pour les pays consommateurs.
”

Louis Verchot
Scientifique principal au CIFOR

Une découverte décisive révèle le rôle clé de la mangrove dans la lutte contre le changement climatique

Après avoir voyagé par avion jusqu'à une ville côtière d'Indonésie, une équipe de scientifiques fait 20 heures de bateau pour arriver à un site fluvial dans l'intérieur des terres. Ils y passent une semaine, attendant chaque jour la marée basse pour crapahuter dans un enchevêtrement de racines et dans la boue jusqu'aux genoux, afin d'atteindre une forêt de mangrove éloignée.

Ce dur labeur est à l'origine de résultats fondamentaux pour le CIFOR aux conséquences énormes pour les politiques locales et internationales : la découverte que la mangrove est un lieu de stockage parfait pour piéger le carbone présent dans l'atmosphère et les forêts.

Les scientifiques sortent leur mètre et notent la circonférence des arbres. Ils déchargent des tiges d'acier inoxydable (12 kg) qu'ils enfonce dans le sol pour en extraire des carottes : à un mètre de profondeur, de la boue, du sable et des morceaux de feuilles, et à plus de 11 mètres, de la terre noire et grasse.

Enduits de produit anti-moustique pour se protéger de la dengue et du paludisme, les scientifiques se hâtent avant la marée haute. Ils retournent aux bateaux à la nage. De retour au laboratoire, ils analysent le carbone de milliers d'échantillons de sol provenant de divers sites d'Asie du sud-est. Ils moulinent leurs chiffres et sont ébahis par les résultats : la mangrove stocke trois à quatre fois plus de carbone que la plupart des forêts tropicales.

La mangrove borde les côtes de quelque 118 pays, mais la moitié a été détruite ces 50 dernières années. La température de la Terre a augmenté de 0,7 °C en 100 ans à cause des gaz à effet de serre, générant des turbulences de plus en plus graves (tempêtes, inondations, glissements de terrain, feux de forêt, températures extrêmes et sécheresses).

« La mangrove disparaît à un rythme alarmant, il faut que cela cesse, a déclaré Daniel Murdiyarso, scientifique senior au CIFOR. Les conséquences de la perte de la mangrove pour l'humanité sont méconnues. Il est urgent que les États reconnaissent son importance et élaborent de meilleures politiques pour assurer sa protection. »

Depuis leur publication en 2011, les résultats sur la mangrove ont attiré l'attention des médias, du public et de la communauté scientifique du monde entier. Ils seront intégrés aux processus du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, qui révise ses lignes directrices concernant les inventaires de gaz à effet de serre dans les zones humides.

Pour accroître la portée de ces résultats, l'Initiative pour les zones humides tropicales en faveur de l'adaptation et de l'atténuation du changement climatique (TWINCAM) a été élaborée par le CIFOR en partenariat avec des instituts de recherche, des communautés de donateurs et des universités régionales. Il s'agit de travailler en réseau et de renforcer les capacités dans le monde pour évaluer les stocks de carbone et les émissions de gaz à effet de serre dans les zones humides tropicales.

Au niveau national aussi, le sujet a attiré l'attention. En Indonésie, où la superficie de la mangrove est la plus vaste du monde avec près de 3 millions d'hectares éparpillés dans tout l'archipel, le CIFOR a organisé pour les journalistes un atelier sur les zones humides. 17 journalistes indonésiens y ont participé et sont ensuite allés sur le terrain, ce qui a permis la publication de plus de 30 articles dans les grands journaux du pays.

“

La mangrove disparaît à un rythme alarmant, il faut que cela cesse. [...] Il est urgent que les États reconnaissent son importance et élaborent de meilleures politiques pour assurer sa protection. ”

Daniel Murdiyarso
Scientifique senior au CIFOR





Les études ont souligné la grande importance du revenu forestier pour les ménages les plus pauvres. Une conclusion étonnante est que [...] la dépendance à la forêt [...] semble ne pas beaucoup varier en fonction du niveau de revenu. Le revenu forestier intéresse donc non seulement les pauvres mais aussi toute la population...

Arild Angelsen

Coordonnateur PEN et associé senior au CIFOR

Les pauvres du monde rural dépendent des forêts pour presque un quart de leur revenu

Une étude mondiale décisive réalisée par le CIFOR sur 7 ans a révélé que le revenu tiré de la forêt représente en moyenne plus d'un cinquième du revenu total des ménages habitant dans les forêts ou à proximité – et démontré, pour la première fois à une aussi grande échelle, le rôle clé de l'environnement en matière de réduction de la pauvreté.

La part du « revenu environnemental » tiré du bois, du gibier, des végétaux et d'autres ressources récoltées dans la nature, a été jusqu'ici peu décrite et n'est pas visible aux yeux de la plupart des décideurs. Les nombreux outils existants pour évaluer la pauvreté et le revenu, tels que l'étude sur la mesure des conditions de vie (LSMS) de la Banque mondiale, ne réussissent pas à cerner de manière adéquate le revenu provenant des ressources naturelles. La véritable utilité des forêts pour la subsistance des populations pauvres du monde reste en grande partie invisible.

L'étude du Réseau Pauvreté et Environnement (PEN) comprend des données recueillies par 32 partenaires, pour la plupart des étudiants en doctorat ayant passé une année ou plus sur le terrain, auprès de plus de 8 000 ménages sur 58 sites répartis dans 24 pays.

D'après les personnes interrogées, le revenu forestier représente, en moyenne, plus d'un cinquième des revenus totaux des ménages, tandis que le revenu environnemental (forestier et non forestier) compte pour plus d'un quart. Ces chiffres issus de la base de données mondiale de cette étude ont été présentés en juin 2011 lors d'un congrès de la Royal Society à Londres.

« Des études antérieures avaient souligné la grande importance du revenu forestier pour les ménages les plus pauvres. L'un des constats surprenants de ce projet est que, dans l'ensemble, la dépendance à la forêt, qui se définit comme la part de revenu forestier dans le revenu total du ménage, semble ne pas beaucoup varier en fonction du niveau de revenu. Le revenu forestier intéresse donc non seulement les pauvres mais aussi toute la population de ces sites », a indiqué Arild Angelsen, coordonnateur PEN et associé senior au CIFOR.



Photo: Fiona Palmgarten/CIFOR

Intégration de la gestion du bois et des produits forestiers non ligneux en Amazonie

En Amazonie, les produits forestiers, comme les précieuses noix du Brésil, représentent une grande part du revenu des communautés rurales. Malheureusement, les engins lourds des sociétés forestières ont tendance à récolter le bois au hasard, sans faire la différence entre les arbres de bois d'œuvre et ceux qui permettent aux populations locales de subsister.

Ces dernières années, les scientifiques du CIFOR ont étudié comment mieux intégrer et équilibrer la gestion du bois d'œuvre et des produits forestiers non ligneux. En 2011, les chercheurs se sont concentrés sur le bois d'œuvre et les noix du Brésil (produit forestier non ligneux le plus recherché de la région) au Pérou et en Bolivie.

« Les deux pays présentent des situations très différentes, a déclaré Manuel Guariguata, scientifique principal au CIFOR. La bonne nouvelle, c'est qu'un système de gestion intégrée des ressources bénéficiera aux deux pays. »

En Bolivie comme au Pérou, le bois d'œuvre côtoie les noix du Brésil dans la forêt. Au Pérou, les lois forestières ont séparé les concessions pour l'exploitation du bois et celles pour les noix du Brésil. La réglementation liée à l'exploitation des noix du Brésil étant moins contraignante que celle des concessions forestières, les exploitants y ont déplacé leurs chantiers, faisant peser une menace sur les noyers et favorisant la récolte non durable du bois.

En Bolivie, les communautés détiennent des droits importants sur leurs forêts et il n'y a pas de séparation entre la production de bois et celle des noix du Brésil. Les travaux du CIFOR ont sensibilisé l'opinion publique au besoin d'harmoniser les diverses réglementations pour mieux intégrer la récolte du bois et celle des noix du Brésil dans des unités de gestion forestière de petite taille, tout en renforçant la participation communautaire.

Nous espérons que les recherches du CIFOR aboutiront à des politiques et à des normes nouvelles afin d'intégrer la gestion du bois d'œuvre et des noix du Brésil, notamment de promouvoir des méthodes comme l'exploitation à faible impact et la sylviculture locale, pour le bénéfice des différentes parties concernées.



© Ronald de Hommel

“ Les travaux du CIFOR ont sensibilisé l'opinion publique au besoin d'harmoniser les diverses réglementations pour mieux intégrer la récolte du bois et des noix du Brésil dans des unités de gestion forestière de petite taille, tout en renforçant la participation communautaire. ”



© Nigel Pavitt/Getty Images

Relance de l'encens et de la myrrhe comme moyens de subsistance et de conservation en Éthiopie

La relance de la production des gommés et résines telles que l'encens et la myrrhe pourrait favoriser la conservation des forêts et accroître les revenus dans les terres arides et pauvres d'Éthiopie.

Les forêts sèches fournissent du fourrage, du combustible, des médicaments, des matériaux de construction et des moyens de revenu. Elles restaurent aussi la fertilité du sol et préviennent l'érosion et la désertification. Selon les scientifiques du CIFOR, la clé de la conservation de ces forêts réside dans la valeur des espèces qui produisent les gommés et les résines récoltées, utilisées et commercialisées depuis l'Antiquité.

Les oléorésines entrent dans la composition du papier, de la céramique, des cosmétiques, des crèmes glacées, de la bière, du dentifrice et des médicaments contre la toux. La demande mondiale en produits comme la gomme arabique, l'encens, la myrrhe, l'opoponax et la gomme karaya augmente, les exportations de l'Éthiopie étant passées de 1 648 tonnes en 1999-2000 à plus de 5 000 tonnes en 2009-2010.

Scientifique au CIFOR, Habtemariam Kassa a découvert avec son équipe que l'adaptation du système actuel de classement de l'encens, pour tenir compte de la teneur en huile essentielle de la résine, pourrait renforcer le pouvoir de négociation de l'Éthiopie sur les marchés internationaux. Kassa a travaillé avec les autorités régionales afin que les coopératives d'exploitants accèdent plus facilement aux forêts sèches et soient davantage associées à la gouvernance de la chaîne de commercialisation.

L'équipe a aidé une école de gestion des ressources naturelles, le Wondo Genet College of Forestry, à mettre sur pied un programme de master en gestion des forêts sèches. Elle a aussi élaboré un manuel sur la production durable d'encens, qui a été traduit en amharique par le Ministère de l'agriculture et qui servira aux services nationaux de formation en foresterie. Kassa a également travaillé avec des fonctionnaires ministériels sur la loi nationale relative aux forêts et ses lignes directrices.

//
Quand les agriculteurs, le public et le secteur privé auront compris qu'il existe de grandes incitations économiques à bien gérer les forêts, cela induira probablement de meilleurs résultats en termes de conservation et de subsistance, une meilleure régulation de l'accès aux ressources et un meilleur contrôle de la qualité sur le marché de l'encens. //

Habtemariam Kassa
Scientifique au CIFOR

« Quand les agriculteurs, le public et le secteur privé auront compris qu'il existe de grandes incitations économiques à bien gérer les forêts, cela induira probablement de meilleurs résultats en termes de conservation et de subsistance, une meilleure régulation de l'accès aux ressources et un meilleur contrôle de la qualité sur le marché de l'encens », a indiqué H. Kassa.

Appel urgent à agir lors de la 5e Journée de la forêt

Lors de la 5^e Journée de la forêt (Forest Day 5) qui s'est tenue en marge de la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Durban, en décembre 2011, les experts ont sonné l'alarme d'une nouvelle vague de déforestation déferlant sur l'Afrique, décimant la faune sauvage et menaçant la résilience de ses écosystèmes, et donc la sécurité alimentaire.

« Le taux de déforestation en Afrique [...] s'accélère », a déclaré Helen Gichohi, présidente de l'African Wildlife Foundation. « La disparition des forêts, le surpâturage des terres de parcours et la conversion en cultures des prairies et des zones humides servant de zones refuge contre la sécheresse ont diminué la résilience des écosystèmes. »

Son message a été repris par son collègue Bob Scholes, du Conseil pour la recherche scientifique et industrielle : « Si l'on peut faire quelque chose pour influencer la déforestation, on peut aussi avoir un impact plus important que tout ce qui s'est produit jusqu'ici dans le cadre du protocole du Kyoto. [...] Le jeu en vaut la chandelle. »

Le CIFOR a organisé la 5^e Journée de la forêt au nom du Partenariat de collaboration sur les forêts. Plus de 1 100 participants sont venus de 82 pays, et parmi eux 214 négociateurs officiels sur le changement climatique. La manifestation a attiré de nombreux médias et quelque 210 articles ont été rédigés.

Environ 90 % des participants ayant répondu par la suite à une enquête indépendante ont indiqué qu'il considéraient l'événement comme une « réussite » ou une « grande réussite ». Selon la ministre sud-africaine de l'agriculture, des forêts et de la pêche, Tina Joemat-Pettersson, « la 5^e Journée de la forêt a sans aucun doute souligné l'urgence de la survie des forêts, de la biodiversité et des millions de personnes dans le monde qui en dépendent pour vivre. »



Photo Aulia Erlangga/CIFOR

“

Dans son discours d'ouverture, le président indonésien Susilo Bambang Yudhoyono s'est engagé à consacrer les trois dernières années de son mandat à la conservation et à l'utilisation durable des forêts indonésiennes.

”

Les forêts d'Indonésie sous les projecteurs

En septembre, le CIFOR a organisé le congrès Forêts d'Indonésie (Forests Indonesia) en collaboration avec de grandes entreprises, des ONG, des bailleurs de fonds et des ministères, notamment le Ministère indonésien des forêts. Cette manifestation a été parrainée par la Banque mondiale, l'Alliance pour le climat et l'utilisation des sols, la Norvège, le Royaume-Uni et l'Australie, qui ont aussi participé à son organisation et à son déroulement. Suivie par 80 journalistes, elle a permis à 935 dirigeants, experts, décideurs, chefs d'entreprise, représentants de la société civile et partenaires internationaux d'échanger sur l'avenir des forêts indonésiennes.

Dans son discours d'ouverture, le président indonésien Susilo Bambang Yudhoyono s'est engagé à consacrer les trois dernières années de son mandat à la conservation et à l'utilisation durable des forêts indonésiennes et a appelé les entreprises à se joindre à cet effort. Plus de 37 intervenants, invités et animateurs ont débattu des divers enjeux. Erik Solheim, ministre norvégien de l'environnement et du développement international, a assuré aux industriels indonésiens du papier, de la pâte à papier et de l'huile de palme que la conservation des forêts induirait davantage de possibilités commerciales. Jim Paice, ministre britannique de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales, a réitéré le soutien de son pays à l'Indonésie dans la lutte contre le changement climatique.

Le président Yudhoyono s'est montré si satisfait de cet événement et de l'allocation d'ouverture de Frances Seymour, la directrice générale du CIFOR, qu'il a fait éditer une brochure commémorative reproduisant les deux discours en anglais et en indonésien, qui a ensuite été expédiée, à sa demande, à tous les participants du congrès.

L'ambassadeur de la Norvège en Indonésie a fait savoir au CIFOR que ce congrès avait « redonné vie à la [Lettre d'intention entre la Norvège et l'Indonésie] et remis les forêts sur le devant de la scène politique. »



© Neil Palmer/CIAT

La route du succès passe par la communication

Il y a trois ans, le CIFOR a entrepris une audacieuse réinvention de son programme de communication. Soutenue par le conseil d'administration, et grâce à un budget accru et à la réputation d'une recherche indépendante et de pointe, l'équipe de communication du Centre a suivi de nouvelles formations, s'est équipée de nouveaux outils et a relancé un programme qui a produit d'étonnants résultats et attiré l'attention des organismes de recherche dans le monde entier.

Au cœur de ce programme se trouve le modèle de partage des connaissances du CIFOR. C'est un moyen dynamique d'obtenir un impact clair et mesurable. Axé sur Internet, le programme associe réseaux sociaux actuels et outils de sensibilisation traditionnels. L'objectif : rapprocher la recherche, les politiques et la pratique, améliorer les multiples canaux de retour d'information, accélérer la transmission des résultats aux parties concernées et en réduire le temps d'impact.

L'équipe a commencé par passer au crible ses listes d'abonnés, en collectant des listes de participants de congrès, en ajoutant des formulaires de contact sur ses sites Internet et en exploitant les carnets d'adresses des scientifiques. Fin 2011, le CIFOR s'était ainsi doté d'une liste de diffusion de 26 000 personnes minutieusement classées par région, centres d'intérêts et langues pratiquées.

Une communication axée sur Internet

Le site CIFOR.org est au cœur de nos actions de communication. Après avoir étudié les 50 sites Internet les plus influents du monde, une équipe web élargie a lancé une nouvelle version du site du CIFOR fin 2010. En 2011, elle a remanié et relancé les sites de 10 projets. En avril, en partenariat avec le Ministère indonésien des forêts, le CIFOR a lancé REDD-Indonesia.org, un site en indonésien conçu comme un centre d'apprentissage sur la REDD (en six mois, 10 000 publications ont été téléchargées). Fin 2011, un an après le lancement de CIFOR.org, le trafic avait augmenté de 30 %, tandis que le nombre de pages consultées était passé à 15,3 millions, selon le service de statistiques AWStats. D'autre part, les publications du CIFOR ont été consultées 151 857 fois sur Google Books en 2011, presque le double de 2010.

Les plateformes de réseaux sociaux récemment lancées ont touché un nouveau public, drainé les internautes vers nos sites et fourni de précieux canaux de retours. Fin 2011, 6 000 personnes suivaient le CIFOR sur Twitter et Facebook. Sur YouTube, nos vidéos ont été vues 45 000 fois et sur Slideshare, nos présentations PowerPoint ont été regardées environ 60 000 fois. Enfin, sur Flickr, nos photos ont été vues 45 000 fois et sont souvent utilisées par des journaux, des magazines et des périodiques du monde entier.

Communiquons sur nos actions!

Pour répondre à une demande d'informations indépendantes sur les forêts et en s'assurant le concours d'anciens correspondants de presse de Jakarta à Lima (Time, Associated Press, Bloomberg), le Centre a créé un blog d'actualité forestière. En 2011, 260 articles ont été publiés (dont beaucoup traduits en français, indonésien, espagnol et japonais) et le lectorat est passé de 2 000 personnes par mois à 26 000. En août, Google a reconnu ce blog comme source d'information légitime (l'un des premiers organismes de recherche environnementale à l'être) et un nombre de plus en plus grand d'agrégateurs d'informations (Huffington Post, Reuters AlertNet), ont republié nos nouvelles, vidéos et photo-reportages. En mars, le CIFOR a relancé POLEX, un bulletin de diffusion sur les politiques forestières créée au milieu des années 1990. Résultat surprenant, les articles scientifiques cités par le blog ou par POLEX sont lus au moins trois fois plus.

Malgré l'essor des réseaux sociaux, le Centre est conscient que les décideurs continuent de s'informer de manière traditionnelle. Des recherches financées par le Royaume-Uni ont en effet révélé qu'un changement de politique survient rarement sans un débat public suscité par les médias traditionnels. Dans le but de devenir pour les médias une source fiable sur les forêts tropicales, le CIFOR a modifié sa politique pour permettre aux journalistes de contacter les scientifiques directement et a enrichi sa base de données « médias » (2 600 contacts). Résultat, les recherches du CIFOR ont été citées trois fois plus dans les médias et sur Internet.

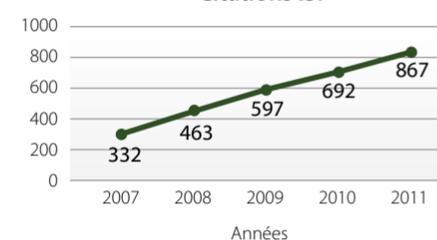
Notre modèle de communication est monté en puissance dans 10 congrès internationaux et 15 manifestations nationales organisés par le CIFOR ou auxquels nous avons assisté afin de mettre en exergue les enjeux soulignés au cours de l'Année internationale des forêts. Ce rapport présente aussi des comptes rendus de la 5^e Journée de la forêt et du congrès Forests Indonesia.



En tant qu'organisme de recherche, nous devons rapprocher la recherche, les politiques et la pratique. Le modèle de partage des connaissances du CIFOR a été conçu pour obtenir un impact clair et mesurable. Les résultats sont surprenants.

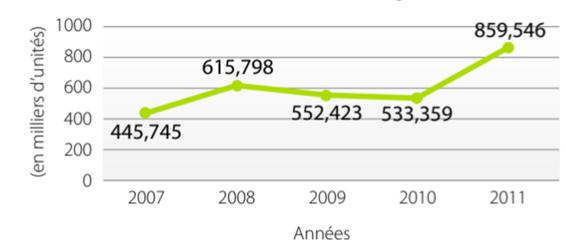


Citations ISI



Nombre total de publications téléchargées à partir du site de CIFOR et lues sur Google Books

(Source: CGNet-AWStats et Google Books)



Les articles rédigés par les scientifiques du CIFOR ont été cités 867 fois dans des revues ISI, un record. L'indice H attribué par l'ISI au CIFOR, qui mesure à la fois la productivité et l'impact des travaux publiés, était de 29, le situant dans le tiers supérieur de tous les centres du CGIAR.

Bilan*

Au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2010 (en milliers de dollars US)

Actifs	2011	2010	Passifs et actifs nets	2011	2010
Actifs courants			Passifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	21,128	17,033	Créances fournisseurs :		
Dépôts à court terme	600	4,354	- Donateurs	5,402	11,785
Créances clients :			- Employés	381	202
- Donateurs	2,803	6,398	- Autres centres du CGIAR	708	0
- Employés	470	346	- Autres	134	261
- Autres centres du CGIAR	94	58	Charges à payer	2,252	1,546
- Autres	941	918	Total passifs courants	8,877	13,794
Charges payées d'avance	420	443	Passifs non courants		
Total actifs courants	26,456	29,550	Avantages au personnel	4,783	4,414
			Charges à payer, part à plus d'un an	350	350
Actifs non courants			Total passifs non courants	5,133	4,764
Immobilisations corporelles	2,483	2,082	Actifs nets		
Autres actifs	1,797	1,688	Non affectés :		
Total actifs non courants	4,280	3,770	- Sans affectation particulière	13,123	11,159
			- Affectés à des fins particulières	3,603	3,603
Total actifs	30,736	33,320	Total actifs nets	16,726	14,762
			Total passifs et actifs nets	30,736	33,320

Compte de résultat*

Exercices clos aux 31 décembre 2011 et 2010 (en milliers de dollars US)

	2011			2010	
	Non affecté :	Affecté Phase 1/ Phase 2	Affecté (bilatéral)	Total	Total
Produits					
- Produits des subventions	6,418	11,220	18,756	36,394	26,986
- Autres produits	103	0	0	103	165
Total produits	6,521	11,220	18,756	36,497	27,151
Charges					
- Charges liées aux programmes	3,517	9,321	18,756	31,594	20,921
- Frais de gestion et frais généraux	1,776	2,793	0	4,569	5,496
	5,293	12,114	18,756	36,163	26,417
Recouvrement des charges indirectes	(736)	(894)	0	(1,630)	(1,492)
Total charges	4,557	11,220	18,756	34,533	24,925
Excédent net	1,964	0	0	1,964	2,226

Charges supplémentaires, classées par nature

	2011	2010	2011	2010
Frais de personnel	3,500	2,768	5,864	12,132
Frais de recherche collaborative/de partenariat – centres CGIAR	0	6,525	0	6,525
Frais de collaborateurs/de partenariat – autres	187	187	5,436	5,810
Fournitures et services	919	1,799	6,192	8,910
Déplacements	446	525	1,091	2,062
Amortissement	241	310	173	724
Recouvrement des charges indirectes	(736)	(894)	0	(1,630)
Total charges	4,557	11,220	18,756	34,533

Ces états sont extraits des états financiers vérifiés portant sur les exercices se terminant les 31 décembre 2010 et 2011 et publiés à ces dates. PricewaterhouseCoopers-Indonésie a procédé à cet audit et a émis un avis sans réserve.

Donateurs

Le travail réalisé par le CIFOR en 2011 n'aurait pas été possible sans le soutien généreux des organismes suivants (par ordre alphabétique)

Agence australienne pour le développement international (AusAID)	Corée du Sud	Iran
Agence autrichienne de développement	Corporation brésilienne de recherche agricole (EMBRAPA)	Japon
Agence danoise pour le développement international (DANIDA)	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (GIZ/BMZ)	Met Office Hadley Centre – Royaume-Uni
Allemagne	Ecofys – Pays-Bas	Ministère britannique de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales (DEFRA, Royaume-Uni)
Australian National University	États-Unis	Ministère britannique du développement international (DFID)
Australie	Federal Office for the Environment (FOEN, Suisse)	Norvège
Banque africaine de développement (BAD)	Fidelity Charitable Gift Fund	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD)
Banque mondiale	Finlande	Organisation catholique pour le secours et l'aide au développement (CORDAID)
Canada	Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM)	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Centre australien de recherche agronomique internationale (ACIAR)	Ford Foundation	Pays-Bas
Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD)	France (Ambassade de France au Cameroun)	Service américain de la faune et des poissons
Centre de recherches pour le développement international (CDRI)	Gordon and Betty Moore Foundation	Suisse
Centre international d'agriculture tropicale (CIAT)	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR)	The Nature Conservancy (TNC)
Centre international pour la recherche en agroforesterie (ICRAF)	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)	Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)
Chine	Instituto de Pesquisa Ambiental da Amazonia (IPAM)	University of Wisconsin
Climate Works Foundation	Instituto Nacional de Investigación y Tecnología Agraria Alimentaria (INIA, Espagne)	Wageningen International
Commission européenne		
Conservation International Foundation		
Consortium des centres de recherche agricole internationale		

Conseil d'administration

Président

Prof. M. Hosny El Lakany, PhD, DSc
Professeur adjoint
Département de gestion des ressources forestières
Université de Colombie-Britannique
Canada

Vice-président

Dr. Benchaphun Shinawatra Ekasingh
Directeur associé
Multiple Cropping Center
Faculté d'agriculture
Chiang Mai University
Thaïlande

John Murray Hudson OBE, BSc, DBA
Chinnor, Oxfordshire,
Royaume-Uni

Nancy Andrews

Présidente et directrice générale
Low Income Investment Fund
États-Unis

Claudia Martínez Zuleta

Directrice
Ecologia, Economia y Etica
Colombie

Prof. Linxiu Zhang

Professeure et directrice adjointe des politiques agricoles à l'Institut de géographie et de recherche sur les ressources naturelles
Académie chinoise des sciences
Chine

Prof. Eric Tollens

Professeur à la Faculté d'ingénierie biologique, agronomique et environnementale
Université catholique de Louvain
Belgique

Dr Idah Pswarayi-Riddihough

Responsable de secteur
Environnement et gestion des ressources naturelles (AFTEN)
Banque mondiale
États-Unis

Frances Seymour

Directrice générale
CIFOR
Indonésie

Représentant du pays hôte

Dr Ir. Tachrir Fathoni, MSc

Directeur général
Agence de recherche et développement forestiers
Ministère des forêts
Indonésie

Secrétaire

Julien Colomer

Responsable des programmes
CIFOR
Indonésie

cifor.org
blog.cifor.org



© Ben Visbeek



Center for International Forestry Research

CIFOR défend le bien-être humain, la conservation de l'environnement et l'équité en menant une recherche pour éclairer les politiques et les pratiques qui affectent les forêts dans les pays en développement. CIFOR est l'un des centres de recherche du Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (CGIAR). Le siège du CIFOR est situé à Bogor, en Indonésie. CIFOR a également des bureaux en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud.

